

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du Général De Gaulle – BP 1354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 01/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOLLORE ENERGY Riedisheim**

93 RUE DE LA CHARTE  
68400 RIEDISHEIM

Références : 0519\_2022\_03\_29\_BOLLORE\_RIEDISHEIM\_VIIC\_soustraitance

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement BOLLORE ENERGY Riedisheim implanté 93 RUE DE LA CHARTE à RIEDISHEIM (68400). L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le recours à la sous traitance est une pratique largement répandue dans les établissements Seveso. Le 6 décembre 2021, le BARPI publiait une synthèse relative à la sous-traitance et maîtrise des risques montrant que malgré une implication accidentelle relativement faible, les conséquences des accidents survenant sont relativement majeures. Le recours accru à la sous traitance sur certains sites peut être source de :

- perte de la maîtrise de l'installation et des activités sous-traitées,
- difficultés d'appropriation des risques par les parties prenantes,
- dilution des responsabilités vis-à-vis de la maîtrise des risques.

Les modalités de prise en compte et de gestion de la sous-traitance au sein de l'établissement visé sont notamment encadrées par des dispositions spécifiques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022. Cette action consiste à mener des inspections ciblées sur la sous-traitance selon trois axes :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- et la maîtrise des procédures d'urgence.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOLLORE ENERGY Riedisheim
- 93 RUE DE LA CHARTE anciennement Bollore energie 68400 RIEDISHEIM

- Code AIOT dans GUN : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED

Le site BOLLORE ENERGY de Riedisheim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'examen des procédures en lien avec la sous-traitance.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.3.1	/	Sans objet
FORMATION DU PERSONNEL	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.3.3	/	Sans objet
TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.4.2	/	Sans objet
« PERMIS D'INTERVENTION » OU « PERMIS DE FEU »	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.4.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site n'a pas mis en avant de situation de non conformité. Des observations sont formulées par l'inspection en vue d'améliorer la gestion des entreprises extérieures sur le site. Il appartient à l'exploitant de s'en saisir.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des travaux effectuées par des entreprises extérieures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...]  Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites, contrôlées et au besoin affichées .  [...]  Ces consignes doivent notamment indiquer :  •[...]  • l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » , signé par l'exploitant ou son représentant;  [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> Pour rappel les constats réalisés ne portent que sur les travaux effectués par des entreprises extérieures.</p> <p>D'après les éléments fournis par l'exploitant, l'ensemble des travaux réalisés sur les installations du dépôt (quelque soit la nature des produits présents ou risques associés) font l'objet d'une procédure et d'instructions écrites retracées au travers des documents suivants : plan de prévention, autorisation de travail et permis feu le cas échéant. Les constats n'ont pas pu être réalisés lors de travaux de maintenance en cours, mais se sont fait sur l'analyse par échantillonnage des procédures et documents présents sur site (pour les travaux réalisés en 2021 et 2022).</p> <p>Avant la réalisation des travaux, l'exploitant mentionne réaliser avec l'entreprise extérieur une visite préalable visant notamment à recueillir « à froid » les informations relatives aux risques induits par l'installation sur l'opération et réciproquement. Il a pu être vérifié par échantillonnage que cette étape était bien formalisée dans les différents plans de prévention contrôlés. Après la</p>

rédaction du plan de prévention et sa signature, les informations contenues dans ce plan sont transmises aux personnes devant réaliser les opérations sur site (si ces personnes ne sont pas présentes lors de la réalisation du plan).

Lors de la réalisation des travaux sur site, l'exploitant délivre en sus du plan de prévention une autorisation de travail détaillant les éléments du plan de prévention en lien avec la situation réelle des travaux et détaille, le cas échéant, les mesures de prévention et protection à mettre en œuvre pour les opérations à effectuer. Lors de l'examen des documents sur site, l'inspection a pu constater, par échantillonnage, la présence *a minima* d'une autorisation de travail par plan de prévention et, le cas échéant, d'un permis feu lorsque la situation le nécessitait. Il est en revanche à noter que les mentions présentes dans le plan de prévention ne sont pas toujours détaillées.

**Observations :** L'examen de différents plans de prévention, autorisation de travail et permis feu amène l'inspection à formuler les observations suivantes :

**Observation n°1 :** le plan de prévention établi par l'exploitant gagnerait en lisibilité et efficacité si la partie relative à la localisation des travaux était munie d'un plan des zones à risques du site, permettant ainsi, de localiser les travaux géographiquement et rappeler aux intervenants la localisation des potentiels de danger de son site vis-à-vis de l'opération planifiée.

**Observation n°2 :** Il serait pertinent que l'exploitant complète les parties relatives à l'analyse des risques des opérations avec des éléments en lien avec des manutentions « mécaniques » : usage d'engins tels que chariot, grue, chargeur, etc. Ces éléments pouvant par ailleurs être considérés comme des événements initiateurs de scénario d'accidents de perte de confinement d'équipement.

**Observation n°3 :** Il appartient à l'exploitant d'être plus explicite dans les différentes parties du plan de prévention relatives à l'analyse des risques ou mesures de prévention/protection. Il y a notamment lieu (et pour exemple) de préciser les équipements de protection individuels et collectifs précis attendus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : FORMATION DU PERSONNEL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des travaux effectuées par des entreprises extérieures
<b>Prescription contrôlée :</b> "Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. [...] Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,</li><li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, [...]"</li></ul>
<b>Constats :</b> Pour rappel les constats réalisés ne portent que sur les effectifs des entreprises extérieures.  L'exploitant informe les intervenants avant chaque opération au travers d'un accueil sécurité (vidéo). Cet accueil qui a pu être visionné par l'inspection, a pour but d'informer les intervenants des risques des installations (incendie, explosion, pollution...), des règles de sécurité à respecter sur site (interdiction de fumer, nécessité de plan de prévention, autorisation de travail et, le cas échéant, de permis feu avant travaux, et conduites à tenir en cas d'urgence (alarme sur site, évacuation, appel des secours,...).  Par ailleurs, il est à noter que l'exploitant est en cours de formalisation de dépliants qu'il fournira à l'ensemble des personnes intervenantes sur le site (mesure opérationnelle au plus tard fin avril selon l'exploitant). Ce dépliant ayant pour vocation de rappeler en synthèse les éléments issus de l'accueil visiteur et comprendra notamment pour les entreprises extérieures des rappels de certaines règles générales du site (respect du plan de prévention, respects des mesures d'interdiction), des consignes de sécurité spécifiques, des consignes d'urgence à respecter avec les numéros d'urgence associés.
<b>Observations :</b> Les éléments de constats amènent l'inspection à formuler les observations suivantes :  <b>Observation n°4 :</b> il apparaît judicieux que l'exploitant formalise dans ses plans de prévention et autorisations de travail, les habilitations nécessaires à la réalisation de telle ou telle opération, afin de pouvoir formaliser leur vérification en amont de la réalisation des travaux.  <b>Observation n°5 :</b> le dépliant à destination des personnes intervenantes sur site est une bonne pratique qu'il est pertinent de pérenniser, ce dépliant pourrait par ailleurs être annexé aux documents officiels de l'analyse des risques en amont des opérations (plan de prévention notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des travaux effectués par des entreprises extérieures
<b>Prescription contrôlée :</b> "Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présents, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée, qui aura suivi une formation particulière sur la délivrance de ces permis. Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendie, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention), l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du dépôt concernée."
<b>Constats :</b> Pour rappel les constats réalisés ne portent que sur les travaux effectués par des entreprises extérieures.  L'exploitant a défini sous sa responsabilité un plan des zones à risques d'explosion (au travers de son Document Relatif à la Prévention Contre les Explosions) sur site. Pour autant comme évoqué ci-avant, d'après les éléments fournis par l'exploitant, l'ensemble des travaux sur site réalisés par des entreprises extérieures font l'objet d'un plan de prévention et d'une autorisation de travail. Les documents de mise au travail des entreprises extérieures sont signés soit par le chef de dépôt, soit par les opérateurs disposant de la formation « risque chimique niveau 2 » mise en place par France Chimie notamment au travers du guide DT40 qui prévoit bien la formation à la rédaction des plans de prévention et documents annexes (notamment permis feu). Comme évoqué précédemment, les éléments relatifs à la nature des travaux, aux risques présentés par les installations à proximité ou générés par l'opération, les conditions d'intégration de ces travaux dans leur environnement et les mesures de surveillance ou contrôle à mettre en œuvre durant ces travaux sont explicités dans les plans de prévention et/ou autorisation de travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : « Permis d'intervention » ou « permis de feu »**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 7.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des travaux effectuées par des entreprises extérieures
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure."
<b>Constats :</b> Pour rappel les constats réalisés ne portent que sur les travaux effectués par des entreprises extérieures.  Tout travail réalisé avec un équipement susceptible de générer une source d'ignition (en zone Atex ou non) est soumis à l'obligation d'établissement d'un permis feu par l'exploitant. Ce document est signé par l'une des trois personnes du dépôt habilitée à signer ce document, et contre signé par le responsable des travaux de l'entreprise extérieure présent lors du lancement des travaux. La surveillance post réalisation est prévue par l'exploitant pendant une période de 2h suivant la réalisation des travaux. Il est à noter que la formalisation de cette vérification n'est pas toujours faite par l'exploitant sur les documents contrôlés. De la même manière, le permis feu comprend un ensemble d'action dont il est important de formaliser la vérification avant, pendant et après les travaux, cette formalisation est rarement faite par l'exploitant.
<b>Observation n°6 :</b> L'exploitant s'attachera à formaliser rigoureusement les éléments relatifs à l'étape d'analyse des risques avant, pendant et après des travaux nécessitant la rédaction d'un permis feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet